



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTE

n° 2011-DLP/BUPE-219 du 17 juin 2011

imposant à la société ARCELORMITTAL MAIZIERES RESEARCH des prescriptions complémentaires visant à modifier le tableau de la nomenclature des ICPE figurant dans son arrêté d'autorisation du 10 décembre 1998

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2011-110 du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 98-AG/2-275 du 10 décembre 1998 modifié autorisant la société ARCELOR RESEARCH SA à poursuivre sur la zone industrielle de MAIZIERES-LES-METZ, ses activités de recherche dans le domaine des procédés de fabrication sidérurgiques ;

VU la déclaration de changement d'exploitant effectuée par la société ARCELORMITTAL MAIZIERES RESEARCH SA en date du 11 avril 2011, nous informant de la reprise des activités anciennement exercées par la société ARCELOR RESEARCH à MAIZIERES LES METZ depuis le 1^{er} janvier 2008 ;

VU la notification au Préfet de la cessation de l'activité relative à l'utilisation de transformateurs imprégnés aux PCB, en date du 22 octobre 2010 ;

VU le plan national d'élimination et de décontamination des appareils imprégnés aux PCB à une teneur supérieure à 50 ppm, approuvé par l'arrêté ministériel du 26 février 2003 ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 19 avril 2011 ;

VU l'avis du CODERST, lors de sa séance du 26 mai 2011 ;

Considérant que la société ARCELORMITTAL RESEARCH SA a éliminé au plus tard en septembre 2010 les trois transformateurs contenant plus de 50 ppm de PCB dans des installations agréées (TREDI) ;

Considérant que la société ARCELORMITTAL RESEARCH SA a transmis à l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) l'ensemble des certificats de destruction et des bordereaux de suivi de déchets dangereux relatifs à l'élimination de ces 3 transformateurs dans des installations agréées, permettant d'assurer la traçabilité et le suivi de l'élimination de ces déchets dangereux ;

Considérant que la société ARCELORMITTAL RESEARCH SA a respecté les dispositions du plan national d'élimination et d'élimination des appareils imprégnés aux PCB susvisé ;

Considérant que la notification de la cessation de l'activité relative à la rubrique 1180-1 de la nomenclature des ICPE répond aux exigences de l'article R.512-66-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour le tableau de la nomenclature des ICPE figurant dans l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1998 modifié susvisé, afin de supprimer la rubrique 1180-1 de ce tableau ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Modifications de l'arrêté préfectoral n°98-AG/2-275 du 10 décembre 1998 modifié

L'arrêté préfectoral n° 98-AG/2-275 du 10 décembre 1998 modifié autorisant la société ARCELOR MITTAL RESEARCH SA (ex ARCELOR RESEARCH) à poursuivre sur la zone industrielle de MAIZIERES-LES-METZ ses activités de recherche dans le domaine des procédés de fabrication sidérurgique est modifié conformément aux dispositions suivantes :

- Le tableau de l'article 3 est remplacé par le tableau suivant :

«

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Autorisation (A) Déclaration (D)	Etat des lieux
1111.2.b	Emploi ou stockage de substances très toxiques : 2. Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 20 tonnes.	A	Stockage de 1,5 tonnes d'électrolyte à base de trioxyde de chrome.
2545	Fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliages, à l'exclusion de la fabrication de ferro-alliages au four électrique lorsque la puissance installée du (des) four(s) est supérieure à 100 kW.	A	1 four à arc 6 tonnes ; 1 four à induction 6 tonnes ; 1 four à induction 150 kW ; four halle M 150 kW.

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Autorisation (A) Déclaration (D)	Etat des lieux
2560.1	Travail mécanique des métaux et alliages. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 500 kW.	A	Puissance totale égale à 4350 kW.
2567	Métaux (galvanisation, étamage) ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu.	A	1 four de fusion (200 kg) ; 1 pilote RHESCA (10 kg) ; 1 pilote de matériel immergé (900 kg) ; 1 pilote 2 kg.
2921.1.a	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air : 1. Lorsque l'installation n'est pas de type circuit primaire fermé ; a. La puissance thermique maximale évacuée étant supérieure ou égale à 2000 kW.	A	2 Tours Aéro-Réfrigérantes (TAR) ouvertes de puissance unitaire 1860 kW.
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, La surface de stockage étant supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1000 m ² .	D	Surface totale : 100 m ² .
195	Dépôt de ferrosilicium.	D	Stockage de 100 kg de ferrosilicium en granulés.

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Autorisation (A) Déclaration (D)	Etat des lieux
1131.2.c	<p>Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques :</p> <p>2. Substances et préparations liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>c. Supérieure ou égale à 1 tonne mais inférieure à 10 tonnes.</p>	D	4 tonnes de produits.
1131.3.c	<p>Emploi et stockage de substances et préparations toxiques :</p> <p>3. Gaz ou gaz liquéfiés, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>c) Supérieure à 200 kg mais inférieure à 2 tonnes.</p>	D	225 kg de CO.
1418.3	<p>Emploi et stockage d'acétylène. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 tonne.</p>	D	<p>- 10 bouteilles de 12,5 Kg soit 125 Kg</p> <p>- 2 bouteilles de 5 Kg soit 10 Kg</p> <p>- 4 bouteilles de 1,2 kg soit 4,8 Kg</p> <p>Soit une quantité totale de 139,8 Kg</p>

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Autorisation (A) Déclaration (D)	Etat des lieux
1432.2.b	<p>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables.</p> <p>2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :</p> <p>b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³.</p>	D	<p>Capacité équivalente égale à 13,67 m³.</p> <p><u>Produits de catégorie A :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - éthers : 0,15 m³ - divers : 0,2 m³ <p><u>Produits de catégorie B :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cuve de récupération de solvant de 1 m³ - alcools : 0,65 m³ - divers (en bidons, flacons) : 1,1 m³ - Vernis/peinture : 0,8 m³ <p><u>Produits de catégorie C :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 m³ d'huile - 1 cuve à gasoil de 1 m³ double paroi <p><u>Produits de catégorie D :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Huile et produits divers : 21 m³ - cuves et fût de récupération des huiles : 3 x 1 m³ + 10 m³ + 1 x 1 m³ + 6 x 0,2 m³ soit 15,2 m³ <p>Soit : $(0,15 + 0,2) \times 10 + (1 + 0,65 + 1,1 + 0,8) + (20 + 1)/5 + 36,2/15 = 13,67 \text{ m}^3$ équivalent catégorie 1</p>
2515.2	<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW.</p>	D	<p>Puissance installée : 100 kW.</p>
2561	Trempe, recuit ou revenu des métaux et alliages.	D	./.

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Autorisation (A) Déclaration (D)	Etat des lieux
2565.2.b	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 :</p> <p>2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement étant :</p> <p>b) Supérieur à 200 litres mais inférieur ou égal à 1500 litres.</p>	D	<p><u>Ligne d'électrodéposition :</u> 1 bac de dégraissage (75 l) ; 1 bac de décapage (75 l) ; 8 bacs de traitement de 75 l.</p> <p><u>Ligne de phosphatation :</u> 1 bac de dégraissage (130 l) ; 1 bac de phosphatation (130 l) ;</p> <p><u>pilote de traitement de surface</u> 4 fois 80 litres.</p> <p><u>Bacs de laboratoire :</u> 2 fois 20 litres.</p> <p>Soit un volume total de 1370 litres.</p>
2575	<p>Emploi de matières abrasives.</p> <p>La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.</p>	D	Puissance installée : 37 kW.
2910.A.2	<p>Combustion :</p> <p>A : lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, du fioul lourd ou de la biomasse... si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>2) Supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.</p>	D	13,5 MW.

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Autorisation (A) Déclaration (D)	Etat des lieux
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	D	4 batteries et onduleurs de puissances respectives de 30, 40, 40 et 60 kW soit 170 kW.

»

- L'article 44 est remplacé par l'article suivant :

« Article 44 : Les arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux établissements soumis à déclaration relevant des rubriques 195, 1131, 1418, 1432, 2515, 2561, 2565, 2575, 2713, 2910, 2925 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont applicables à l'établissement sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté. »

Article 2 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures de sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement (livre V, titre 1).

Article 3 : Délais et voies de recours :

En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 4 : Information des tiers :

- 1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Maizières les Metz et pourra y être consultée par tout intéressé ;

- 2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Maizières les Metz.

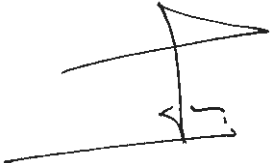
Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département ainsi que sur le portail internet des services de l'Etat en Moselle ;

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de METZ-CAMPAGNE, le maire de Maizières les Metz, les inspecteurs des installations classées, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau



Roland LANGENFELD



LE PREFET, Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Olivier du CRAM